

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Compétence judiciaire pour connaître de l'action du Ministère public en dissolution d'une société commerciale dormante

Delvaux, Marie-Amelie

Published in:
J.D.S.C.

Publication date:
2003

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Delvaux, M-A 2003, 'Compétence judiciaire pour connaître de l'action du Ministère public en dissolution d'une société commerciale dormante: la loi, entre la lettre et l'esprit, note sous Comm. Bruxelles (32ème ch.) 6 novembre 2000', *J.D.S.C.*, p. 304-308.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Le litige qui a trait à un acte réputé commercial par la loi et qui n'est pas de la compétence générale des juges de paix, peut aussi être porté devant le tribunal de commerce, quoique le demandeur n'ait pas la qualité de commerçant. Est, à cet égard, nulle de plein droit, toute clause attributive de compétence antérieure à la naissance du litige»;

Attendu qu'il s'agit d'une disposition destinée à permettre aux commerçants d'être jugés par leurs pairs et dès lors, d'échapper à la compétence de pleine juridiction du tribunal de première instance;

Que c'est dans cet esprit que le législateur a entendu réserver au non-commerçant qui formule une demande en justice à l'endroit d'un commerçant, de choisir de l'attirer devant le tribunal de première instance ou au contraire devant son tribunal naturel, soit le tribunal de commerce (dernier alinéa de l'art. 573 susdit) (voy. DE LEVAL, G., *Institutions judiciaires*, Ed. Coll. Scientifique de la Faculté de Droit de Liège, 121 et s.);

Attendu que la demande, telle que formulée en l'espèce, consiste à tenter d'obtenir la dissolution d'une société commerciale pour cause de non-dépôt de ses comptes annuels au sens de l'art. 177sexies L.C.S.C.;

Attendu que tout acte d'un commerçant est présumé commercial, ce que L. BELGIUM SPRL ne conteste d'ailleurs pas;

Que cette présomption englobe l'obligation de dépôt des comptes annuels, obligation contractée à l'occasion de l'activité commerciale de L. BELGIUM SPRL, et celles contractées à l'occasion de la liquidation de l'entreprise commerciale (Code de commerce, art. 2, dernier alinéa – voy. aussi VAN RIJN, *Principes de Droit Commercial*, t. I, 73);

Attendu que la demande de Monsieur le Procureur du Roi «a incontestablement trait à un acte réputé commercial par la loi» au sens de l'art. 573, dernier alinéa C.J.;

Qu'elle peut être portée au choix du demandeur devant le Tribunal de commerce, *quod in concreto*;

Attendu que l'article de M. M.A. DELVAUX (*R.D.C.*, 2000, p. 223) que L. BELGIUM SPRL invoque à tort à l'appui de son exception d'incompétence, ne vaut pas en l'occurrence dès lors qu'il porte sur la compétence spéciale du tribunal de commerce lorsque les parties ne sont pas commerçantes, celle de l'art. 574, 1° C.J., et non sur sa compétence générale visée par l'art. 573 dernier alinéa C.J., dans laquelle rentre le présent litige;

2. *Fondement*

Attendu que L. BELGIUM SPRL a régularisé sa situation en déposant ses comptes à la BNB le 26 mai 2000;

Qu'il n'y a donc pas lieu de procéder à la liquidation de la SPRL L. BELGIUM;

Que seuls les dépens restent à liquider;

Que toutefois, la régularisation ayant eu lieu après la citation de Monsieur le Procureur du Roi, il convient de mettre les dépens à charge de la défenderesse.

(...)

OBSERVATIONS

Compétence judiciaire pour connaître de l'action du Ministère public en dissolution d'une société commerciale dormante: la loi, entre la lettre et l'esprit

L'abstention d'établir et de déposer chaque année les comptes annuels de la société, comme l'impose l'article 92 du Code des sociétés, entre-t-elle dans la notion d'*acte de commerce* au sens de la loi? L'abstention pour la société le plus souvent moribonde de décider de sa dissolution et de sa liquidation entre-t-elle dans cette même notion?

Ces questions présentent un intérêt puisqu'une réponse positive permet de fonder, sur pied de l'article 573, alinéa 2 du Code judiciaire, la compétence du Tribunal de commerce pour connaître de la demande de dissolution d'une société commerciale introduite par le Ministère public.

Notons à titre liminaire qu'il convient nécessairement d'écarter comme fondement de compétence de la juridiction consulaire l'article 574 du Code judiciaire²; en effet, ni l'hypothèse visée au *primo* (la contestation entre un tiers ou le Ministère public d'une part, une société d'autre part, ne fait pas partie de la liste limitative) ni celle visée au *secundo* (l'action ou la contestation qui découle directement des faillites et des concordats judiciaires) ne sont rencontrées³.

Position du problème

Le tribunal de commerce étant une juridiction d'exception⁴, ses compétences doivent être entendues strictement et se limitent aux seuls cas légalement définis; à défaut, c'est le Tribunal de première instance qui doit connaître du litige au vu de sa compétence ordinaire (article 568, alinéa 1 du Code judiciaire).

L'article 573, alinéa 2 du Code judiciaire prévoit que la juridiction consulaire est compétente pour connaître des litiges relatifs à des actes réputés commerciaux par la loi et qui ne sont pas de la compétence générale du juge de paix, à condition toutefois qu'au moins le défendeur soit commerçant⁵.

Après une énumération exhaustive des actes réputés commerciaux, l'article 2, *in fine* du Code de commerce indique en des termes généraux que la loi répute actes de commerce «toutes obligations des commerçants, qu'elles aient pour objet des immeubles ou des meubles, à moins qu'il soit prouvé qu'elles aient une cause étrangère au commerce». Cette présomption de commercialité peut être renversée par le défendeur s'il établit, par toutes voies de droit, l'absence de relation entre l'acte considéré et l'activité commerciale de la société.

Ceci signifie que tout engagement d'un commerçant est présumé professionnel, accompli dans le cadre de l'activité professionnelle et donc commercial. On parle de commercialité *par relation*, à savoir fondée sur l'identité de l'auteur de l'acte, et non sur la nature de celui-ci ou sur sa forme.

Mais qu'en est-il lorsqu'on se trouve en présence d'une abstention, d'un «non agir» au mépris de la loi?

Au sens strict, et dans une interprétation littérale de la loi, on devrait soutenir que l'abstention de déposer ses comptes annuels ne peut être incluse dans les actes de commerce. On constate en effet que la liste limitative des actes de commerce définis par la loi à l'article 2 du Code de commerce comprend uniquement des actes positifs. De même, pour illustrer la présomption qui clôture l'énumération de cet article 2, les études doctrinales citent toujours des actes positifs, à savoir des engagements, quelle que soit leur nature (contractuelle, quasi contractuelle, délictuelle, quasi délictuelle)⁶. Enfin, l'idée d'acte de commerce est liée à

2. Et ce même après sa modification par la loi du 7 mai 1999 modifiant les articles 574, 1° et 628, 13° du Code judiciaire (*M.B.*, 26 août 1999, pp. 31.593 et s.).

3. Les numéros 3 à 12 de l'article 574 du Code judiciaire sont sans intérêt ici.

4. Voir notamment A. BRAAS, *Précis de procédure civile*, Tome I, *Organisation judiciaire et compétence*, 1945, Bruxelles, Bruylant, pp. 204-205.

5. Lorsque les deux parties en litige sont commerçantes, on se trouve alors dans l'hypothèse de l'article 573, alinéa 1^{er}, 1° du même Code.

6. A. FETTWIS, *Précis de droit judiciaire*, Tome II, *La compétence*, Bruxelles, Larici, 1971, pp. 175 et s. et les références citées; C. CAMBIER, *Droit judiciaire civil*, Tome II, *La compétence*, Bruxelles, Larici, 1981, pp. 486 et s. et les références citées.

l'idée de lucre, à un esprit mercantile, à un but spéculatif; or l'abstention de respecter une obligation légale (déposer ses comptes annuels) apparaît étrangère à cet objectif. Il semble en effet difficile de soutenir raisonnablement que le fait de ne pas respecter une disposition normative est *propre à l'activité commerciale*. Dans le même sens, FETTWEIS souligne que «l'acte du commerçant est commercialisé parce qu'on le présume subordonné aux nécessités et aux intérêts de son entreprise», l'article 2 *in fine* du Code de commerce étant «une application de la règle *accessorium sequitur principale*»⁷. A nouveau, la violation de la loi ne peut être reconnue comme étant *subordonnée aux intérêts du commerce développé*.

Cependant, on ne peut nier que l'abstention de déposer ses comptes annuels est *liée à l'affaire du commerçant*⁸; ceci justifierait raisonnablement la compétence de la juridiction consulaire.

Le bon sens combiné à une interprétation téléologique de la loi commanderaient en effet que le Tribunal de commerce règle l'ensemble des conflits nés de l'application du Code des sociétés.

Cette question a déjà été débattue lors des travaux préparatoires à l'adoption de la loi du 7 mai 1999 modifiant les articles 574, 1° et 628, 13° du Code judiciaire⁹.

L'objectif clairement affirmé par le législateur en 1999 est de rendre le Tribunal de commerce compétent pour toutes les actions relatives à des matières relevant du droit des sociétés (existence, fonctionnement, gestion, contrôle de la société, ...). La justification est simple: le juge de commerce est spécialisé en ces matières, et il convient d'éviter que des litiges relevant manifestement du droit des sociétés aboutissent devant un tribunal non spécialisé dans ce droit ou dans le fonctionnement de l'activité commerciale¹⁰. Chaque fois qu'une société commerciale est partie à un litige, à la condition minimale que le conflit présente un lien suffisant avec le fonctionnement de la société¹¹, et quel que soit le fondement de la demande ou la qualité des parties¹², la juridiction consulaire devrait donc être compétente. On note au passage que cet objectif, si louable soit-il, n'a pas été entièrement atteint par le législateur en 1999¹³.

S'il a étendu le champ d'application de l'article 574, 1° du Code judiciaire, le législateur n'a cependant pas touché à l'article 573; il aurait pu ajouter par exemple, à côté des «actes réputés commerciaux par la loi», les «abstentions de respecter les obligations légales s'imposant aux commerçants». Il n'en a rien été, et la question n'a même pas été évoquée, à défaut d'avoir décelé au préalable la difficulté. Il faut dire que l'argument de l'incompétence du Tribunal de commerce pour connaître de l'action publique en dissolution des sociétés dormantes n'avait, à notre connaissance, jamais été soulevé.

Nous voilà donc en présence d'un conflit, qui n'est pas rare, entre la lettre de l'article 573 du Code judiciaire et son esprit.

7. A. FETTWEIS, *op. cit.*, p. 175.

8. Toujours selon les termes de A. FETTWEIS (*op. cit.*, p. 176, note 1), qui définit la «cause étrangère au commerce», citée à l'article 2 *in fine* du Code de commerce permettant de renverser la présomption instituée par cette disposition, comme «la cause étrangère à l'affaire du commerçant considéré».

9. Loi du 7 mai 1999 modifiant les articles 574, 1° et 628, 13° du Code judiciaire (*M.B.*, 26 août 1999, pp. 31.593 et s.). Sur cette question, voir M.-A. DELVAUX, «La loi du 7 mai 1999 et la compétence des juridictions consulaires pour connaître des actions liées au droit des sociétés commerciales visées par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales», *R.D.C.*, 2000, pp. 212 et s.

10. *Doc. parl.*, Chambre, sess. ord., 1998-1999, n° 939/4, p. 3.

11. *Doc. parl.*, Chambre, sess. ord., 1998-1999, n° 939/4, p. 9.

12. *Doc. parl.*, Chambre, sess. ord., 1996-1997, n° 939/1, p. 3.

13. A ce propos, voir M.-A. DELVAUX, «La loi du 7 mai 1999 et la compétence des juridictions consulaires pour connaître des actions liées au droit des sociétés commerciales visées par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales», *R.D.C.*, 2000, pp. 212 et s.

La décision commentée

Dans l'espèce commentée, le Tribunal de commerce de Bruxelles a tranché en faveur de la *ratio legis* de l'article 573. Il décide en effet que l'obligation pour un commerçant de déposer ses comptes annuels est une obligation contractée à l'occasion de l'activité commerciale et relevant donc de la présomption de l'article 2 *in fine* du Code de commerce, tout comme les obligations contractées à l'occasion de la liquidation de l'entreprise commerciale, conséquence de pareille dissolution.

Cette solution logique et de bon sens ne convainc pas entièrement les puristes et les théoriciens qui privilégient une approche «scientifique» du droit. L'objet du litige n'est en effet pas l'acte de déposer les comptes annuels, dont on ne doute pas qu'il s'agisse d'un acte de commerce, mais précisément son abstention; de même, l'objet du litige n'englobe pas, selon nous, les actes qui devront être accomplis en conséquence de la dissolution, à savoir les actes posés dans le cadre de la liquidation.

Cette solution choisie par la juridiction bruxelloise a toutefois le mérite d'être pratique; on imagine notamment mal les juridictions civiles, déjà surchargées, assumer le nombre important d'actions introduites par le Ministère public pour procéder au «nettoyage» des sociétés dormantes.

La société défenderesse dans cette affaire avait conclu à l'incompétence du Tribunal de commerce. Même convaincue de sa thèse, elle n'est pas allée en appel de la décision, et c'est logique: l'appel n'est en effet pas opportun dans la mesure où il suffit à la société citée en dissolution forcée sur pied de l'article 182 du Code des sociétés de régulariser à temps (à savoir avant qu'il soit statué sur le fond) sa situation pour éviter la sanction extrême; et cette régularisation peut être faite aisément en déposant ses comptes à la Banque nationale de Belgique. L'appel eût été donc inutilement coûteux.

On constate en pratique que la plupart des actions en dissolution introduites par le Ministère public sur pied de l'article 182 du Code des sociétés aboutissent à un jugement de dissolution et de liquidation prononcé *par défaut*. Rares sont les espèces dans lesquelles la société citée se présente à l'audience; encore plus rares sont les hypothèses dans lesquelles la société argumente et se défend (que ce soit en soulevant une exception d'incompétence, ou tout autre argument de droit ou de fait), la société citée se contentant généralement de demander une remise du dossier à une audience ultérieure, ce qui lui laisse le temps nécessaire à régulariser sa situation.

En matière de compétence pour connaître des demandes en dissolution introduites par le Ministère public et fondées sur l'article 182 du Code des sociétés, un parallélisme peut être opéré avec les actions en nullité d'une société¹⁴; il semble en effet que la juridiction civile soit compétente lorsque l'action en nullité est introduite par un tiers (cocontractant de la société, créancier d'un associé, curateur comme représentant des tiers, travailleurs, concurrent, le MP, la CBF, la Commission européenne, ...).

Signalons enfin qu'il n'est pas douteux que l'action en responsabilité introduite par des créanciers, associés, curateur ou tiers contre les dirigeants d'une société pour présentation tardive (plus de six mois après la clôture de l'exercice) des comptes annuels relève de la compétence du Tribunal de commerce en application de l'article 574, 1^o du Code judiciaire. Pour rappel, l'article 92, § 1^{er}, alinéa 3 du Code des sociétés présume que le dommage subi

14. Articles 227-228 (SPRL), 403-404 (SCRL) et 454-455 (SA) du Code des sociétés.

par les tiers des suites de non-présentation des comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice résulte de cette omission des dirigeants¹⁵.

15. Cette présomption est réfragable: les dirigeants peuvent échapper à cette responsabilité en apportant la preuve que, en cas de dommage subi par un tiers, il n'y a aucun lien de causalité entre leur présentation tardive des comptes annuels et le préjudice du tiers concerné.